

Le danger du romantisme national

Différence entre identité et capacité étatique.

Le mouvement indépendantiste québécois a ceci de particulier qu'il confond souvent deux questions distinctes: pourquoi vouloir un État, et comment en construire un qui tienne. La première est une question de légitimité, et le Québec y répond avec une cohérence impressionnante depuis soixante ans. La deuxième est une question de compétence, et c'est là que le récit identitaire, aussi puissant soit-il, ne suffit plus. Cette confusion n'est pas anodine. Elle expose le projet à ses adversaires les mieux armés et, plus dangereusement, à ses propres angles morts.

La capacité étatique concerne des réalités qui n'ont rien de romantique: lever l'impôt, administrer un territoire, produire du droit applicable, assurer la continuité des services publics, gérer des infrastructures, maintenir la confiance des créanciers et des partenaires commerciaux, négocier une place dans des institutions internationales. L'identité nationale peut expliquer pourquoi une population veut franchir ce seuil. Elle n'explique pas comment un gouvernement naissant va tenir ses engagements le lendemain matin, devant des créanciers et des partenaires qui ont besoin de savoir si les règles tiendront. Un État qui se raconte bien mais ne sait pas faire ces choses n'est pas un État: c'est une déclaration d'intention.

Le romantisme national apparaît précisément quand l'identité est présentée comme une garantie en soi, comme si la profondeur du sentiment collectif produisait automatiquement la compétence institutionnelle. L'histoire est cruelle avec cette hypothèse. La Somalie de 1991 est un cas d'école: sa population est homogène à un degré rare en Afrique, un peuple, une langue, une religion, et pourtant l'État somalien s'est effondré en quelques semaines après la chute de Siad Barré, laissant place à trente ans de fragmentation. L'homogénéité culturelle n'avait pas produit des institutions capables de survivre à une crise de succession. Le Kosovo a déclaré son indépendance en 2008 avec une identité nationale forgée dans le traumatisme et une mobilisation populaire intense: dix-sept ans plus tard, il reste l'un des États les moins reconnus d'Europe, en partie parce que la construction institutionnelle n'a pas suivi le rythme de l'émotion fondatrice.

On cite parfois l'Irlande, Israël ou la Norvège comme preuves que le romantisme national peut suffire. Ces cas résistent mal à l'examen. L'Irlande a obtenu son indépendance en 1922 et traversé immédiatement une guerre civile; il a fallu quatre décennies pour que son économie se stabilise. Israël avait, avant même sa déclaration d'indépendance en 1948, des institutions para-étatiques fonctionnelles: une banque, une agence fiscale, des structures administratives construites pendant vingt ans sous le mandat britannique. La Norvège en 1905 n'a pas rompu avec la Suède: elle a négocié une séparation pacifique en maintenant l'union douanière et en s'appuyant sur des institutions déjà matures. Dans les trois cas que les romantiques citent volontiers, la préparation institutionnelle était réelle et antérieure à la déclaration. Ce que l'ensemble de ces exemples démontre, c'est que la cohérence identitaire et la viabilité étatique sont deux variables indépendantes. L'une n'implique pas l'autre.

On objectera que le Québec, contrairement à la Somalie ou au Kosovo, dispose déjà d'une capacité étatique considérable: une fonction publique compétente, des institutions solides, une économie de 500 milliards de dollars, des universités, des hôpitaux, une culture administrative développée. C'est vrai, et c'est un argument sérieux. Mais il confond ce qui existe avec ce qui suffit. Le Québec n'a pas de politique monétaire: il utilise le dollar canadien sans en contrôler l'émission ni le taux directeur. Il n'a pas de politique de défense ni de siège dans les alliances militaires. Il n'a pas négocié ses propres traités commerciaux avec les États-Unis, l'Union européenne ou les puissances asiatiques: il bénéficie de ceux que le Canada a conclus, et leur reconduction ne serait ni automatique ni gratuite. Il ne gère pas sa part de la dette fédérale, qui devra faire l'objet d'une négociation dont l'issue est imprévisible. Ces lacunes ne disqualifient pas le projet: elles définissent exactement le travail qu'il reste à faire. Les ignorer au nom de la capacité existante, c'est confondre le point de départ avec la ligne d'arrivée.



On objectera aussi que la reconnaissance internationale serait rapide, que les partenaires du Québec ont intérêt à stabiliser la situation et que l'hostilité des grandes puissances est peu probable. C'est possible, mais c'est une hypothèse, pas une garantie. L'Espagne bloquerait vraisemblablement une adhésion rapide à l'Union européenne pour des raisons liées à la Catalogne, indépendamment de tout jugement sur le Québec. Les États-Unis ont historiquement privilégié la stabilité canadienne sur toute autre considération dans leur politique nord-américaine. Et même dans le scénario le plus favorable, une reconnaissance rapide n'élimine pas les coûts de transition: les marchés obligataires n'attendent pas les communiqués diplomatiques, et un État nouvellement souverain qui emprunte pour la première fois sans historique de crédit souverain paie une prime de risque que nulle bonne volonté internationale ne compense.

Les pays baltes restent l'exemple le plus instructif, à condition de ne pas le mal lire. Certains font valoir que leur situation n'est pas comparable: ils sortaient d'une occupation militaire illégale, bénéficiaient d'une reconnaissance internationale quasi immédiate et opéraient dans le contexte exceptionnel de la dissolution soviétique. C'est exact. Mais cet argument retourne contre ceux qui le formulent: si les pays baltes, avec un contexte aussi favorable à la reconnaissance, ont quand même choisi de subordonner le récit identitaire à la construction institutionnelle, c'est précisément parce qu'ils savaient que la sympathie internationale ne suffisait pas. Le Québec, dont la sécession d'une démocratie libérale stable serait un cas sans précédent en Occident, aurait encore moins de raisons de compter sur la bienveillance comme substitut à la préparation.

Il y a enfin un risque politique intérieur au romantisme national: celui de personnaliser le projet autour de figures symboliques ou de moments fondateurs, ce qui rend le mouvement fragile à toute déception. Quand une cause s'incarne dans des héros plutôt que dans des institutions, elle subit le sort des héros. La souveraineté n'est pas un moment de libération collective après lequel tout s'arrange: c'est une responsabilité permanente d'arbitrage, de décisions budgétaires difficiles et souvent impopulaires. Une culture politique mature doit être capable de débattre de fiscalité sans se réfugier dans l'abstraction identitaire, de discuter de défense sans transformer la question en symbole. Ces capacités ne s'improvisent pas au lendemain d'un référendum.

Cette critique s'applique-t-elle à tout projet politique ambitieux? En partie, oui. Mais l'indépendantisme y est particulièrement exposé parce que le récit identitaire est sa force principale. Là où un parti fiscal peut difficilement substituer des émotions à des chiffres, un mouvement national peut longtemps vivre de son élan symbolique en repoussant les questions concrètes à l'après. C'est cette structure particulière qui crée le risque.

Un État se juge sur sa capacité à décider et à faire appliquer ses décisions dans la durée, devant des partenaires qui n'ont aucune raison de lui faire confiance a priori. Le romantisme national n'est pas dangereux parce qu'il ment: il est dangereux parce qu'il dispense de répondre. Il occupe l'espace où devraient se trouver les réponses aux questions difficiles, et il le fait avec une bonne conscience que la technocratie n'a pas. C'est précisément cette bonne conscience qui le rend difficile à corriger de l'intérieur.

Louis-Martin Carrière